

## **Le rôle des associations dans le développement des territoires Ruraux : Cas du village de MBARKYENE de la commune de HAD Lbrachoua**

## **The role of NGO's in rural's land development: Case of the MBARKYENE village in the municipality of HAD Lbrachoua**

**Zineb Kaf, (Doctorante)**

*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Souissi  
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

**Abdellatif Bouazza, (Enseignant-Chercheur,PES)**

*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales, Souissi  
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

<b>Adresse de correspondance :</b>	FSJESS, Souissi Université Mohammed V, Rabat Maroc (Rabat) Avenue Mohammed Ben Abdallah Ragragui Al Irfane. BP 6430 Téléphone 05376-71719 <a href="mailto:zineb.kaf@um5s.net.ma">zineb.kaf@um5s.net.ma</a>
<b>Déclaration de divulgation :</b>	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
<b>Conflit d'intérêts :</b>	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
<b>Citer cet article</b>	Kaf, Z., & Bouazza, A. (2021). Le rôle des associations dans le développement des territoires Ruraux : Cas du village de MBARKYENE de la commune de HAD Lbrachoua. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 2(6), 294-311. <a href="https://doi.org/10.5281/zenodo.5651639">https://doi.org/10.5281/zenodo.5651639</a>
<b>Licence</b>	<b>Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND</b>

**DOI: 10.5281/zenodo.5651639**  
**Received:** September 10, 2021

**Published online:** November 07, 2021

## **Le rôle des associations dans le développement des territoires Ruraux : Cas du village de MBARKYENE de la commune de HAD Lbrachoua**

### **Résumé**

L'espoir du développement dans le monde est projeté depuis quelque année sur l'économie sociale et solidaire. Le développement devrait suivre une nouvelle approche, il est plus intéressant de se concentrer sur le facteur humain en donnant à la population l'opportunité de créer des modèles de développement répondant aux besoins de leur communauté. Le renforcement du rapport des communautés avec leurs territoires est aujourd'hui primordial pour lutter contre les problèmes de développement économique, social et local. L'objectif de cet article est de révéler la capacité d'une communauté à développer son territoire, et de souligner l'importance et l'intérêt de la prise de décision par le bas dans le développement local, en mettant l'acteur associatif au centre de cette démarche.

L'objectif de cette étude est de révéler la capacité d'une communauté à développer son territoire, et de souligner l'importance et l'intérêt de la prise de décision par le bas dans le développement local en mettant l'acteur associatif au centre de cette démarche. Nous avons pris le village Mbarkyenne comme élément de recherche, pour démontrer l'importance de l'implication des citoyens dans l'amélioration de leur territoire. Nous avons pu mettre en évidence la réussite de ce groupement de villageois, qui a su relever ce challenge en sensibilisant les individus sur l'importance d'investir leur temps et leur énergie dans leur territoire. Usant de nouvelles pratiques, qui favorisent la formation des individus notamment en permaculture, écotourisme, communication et gestion de projet, pour développer une autosuffisance, et lutter contre la précarité, l'exode et l'enclavement.

**Mots clés :** Développement des territoires, associations, société civile, rurale, précarité.

**Classification JEL:** K38

**Type de l'article :** Article empirique.

### **Abstract:**

The hope of development in the world has been Focused some time ago on the social and solidarity economy. Development should follow a new approach; it is more interesting to focus on the human factor by giving people the opportunity to create development models that meet the needs of their community. Strengthening the relationship of communities with their territories is essential today to fight against the problems of economic, social and local development. The aim of this article is to reveal the capacity of a community to develop its territory, and to underline the importance and the interest of the decision-making bottom up in the local development, by putting the associative actors in the center of this process. The Mbarkyenne Village has succeeded in this challenge by sensitizing individuals on the importance of investing their time and energy in their territory. Using new practices, which promote the training of individuals, particularly in permaculture, ecotourism, communication and project management, to develop self-sufficiency, and fight against precariousness, exodus and isolation.

**Keywords:** Lands Development, Ngos, Civil Society, Rural, Precariousness.

**JEL Classification:** K38

**Paper type:** Emperical Research

## **1. Introduction**

Lorsqu'on s'intéresse au terme territoire, notre réflexion devrait dépasser l'aspect géographique que constitue ce dernier. Selon le Robert, le territoire est une : « Étendue de la surface terrestre sur laquelle vit un groupe humain ». Au-delà de l'aspect matériel du sol et de la terre, un territoire est avant tout un lieu où les individus cohabitent et où des relations sociales se créent. Le territoire n'est pas réductible à un morceau de nation ou de région, mais repose sur un construit social, qui est à la fois symbolique et matériel : « il est l'expression d'une communauté et des formes d'organisation que mettent en place les acteurs qui en font partie »: (Courlet et Ferguène, 2004). Ainsi, l'individu développe un attachement et une dépendance par rapport au lieu et à la communauté qui le compose et tend à améliorer l'environnement dans lequel il évolue. Ainsi le territoire constitue le socle dans lequel des individus développent des relations humaines et sociales fortes, les poussant ensemble à protéger et améliorer leurs collectivités sociales et culturelles. Soit le développement de leur territoire.

Cependant, pour aborder le sujet du développement territorial ou local, il est essentiel de mettre l'accent sur les acteurs (institutionnels, économiques et communautés locales) incontournables du développement. Ces acteurs sont souvent des précurseurs de mouvements de solidarité et de renforcement de la cohésion sociale au sein d'une communauté dont l'objectif commun est d'améliorer, renforcer, faire valoir les droits, et consolider économiquement et socialement les régions. Ainsi la communauté locale grâce à l'action associative constitue un pilier au développement local. Selon Loredon (2011) : « L'action associative construit une territorialité collective qui s'enrichit de la confrontation de ces territorialités individuelles ».

Depuis quelque temps l'espoir du développement est projeté sur l'économie sociale et solidaire, le capitalisme ayant démontré ces faiblesses par les multiples crises économiques, sociales et environnementales a conduit à l'évolution des disparités sociales, l'exclusion, l'exode rural, le chômage, et bien d'autres maux de la société. Aujourd'hui, la vision du développement devrait suivre une nouvelle approche, il est plus intéressant d'agir par le bas en donnant à la population l'opportunité de créer des modèles de développement répondant aux besoins de leur communauté.

Le Maroc durant les deux dernières décennies a connu une montée fulgurante du nombre d'association, et ce depuis 2005 le lancement de l'initiative nationale de développement humain. Les associations marocaines ont un aspect local visant souvent à améliorer la vie et le quotidien des riverains, aidant au départ les communautés dans leur émancipation à combattre l'analphabétisme et plus tard à combattre la pauvreté et la précarité en soutenant le développement économique et en proposant à la population locale de créer des activités génératrices de revenus tant féminines que masculines. Les associations de défenses de droit, de politique, de développement humain, de syndicats, etc. représentant la société civile, bien que présentes, elles n'ont eu un poids et une légitimité qu'après la nouvelle constitution de 2011, qui encourage la société civile à intervenir dans la chose publique et à la composition d'instances institutionnelles dans le cadre de la démocratie participative.

Cette étude s'intéresse à un douar de la commune rurale d'HAD Brachoua, composé d'une soixantaine de ménages, situé à 50 km de la capitale Rabat. Ayant longtemps souffert de précarité et d'exclusion malgré leur proximité d'une grande zone urbaine. Un acteur local, jeune étudiant à l'époque décide de se prendre en main et se lance dans une grande aventure en 2013. Il prend l'initiative de se mettre en contact avec une association (Association Ibn Albaytar (AIA)), pour les épauler dans un projet d'agriculture visant à se nourrir et à développer une indépendance économique pour la population locale. Ainsi la communauté se constitue en association de permaculture et d'agriculture moderne, puis en deux coopératives locales. Elle développe plus de 40 jardins biologiques en 4 ans, offrant une multitude de légumes, fruits, herbes aromatiques, grains et autres produits dérivés : lait, beurre, poulets fermiers et œufs. Dépassant l'autosuffisance, ils convertissent le surplus de production en activités génératrices

de revenus, grâce aux deux coopératives, créées pour commercialiser leurs denrées. Au travers des années le village fait parler de lui, ils rejoignent un réseau international de fermes biologique et développent en parallèle une activité touristique (écotourisme) et de randonnée pédestre recevant plus de 300 personnes par fin de semaine.

L'objectif de cette étude est de révéler la capacité d'une communauté à développer son territoire, et de souligner l'importance et l'intérêt de la prise de décision par le bas dans le développement local en mettant l'acteur associatif au centre de cette démarche.

Comment une association peut-elle soutenir le développement territorial ? Quels sont les moyens, les ressources et les méthodes utilisés par l'association pour valoriser le territoire et développer la force de la solidarité conduisant à la réussite ? Quel est l'apport des autres acteurs locaux dans le développement du village de Brachoua ?

## **2. Le développement durable du territoire rural :**

### **2.1 Le territoire, un espace individuel et collectif, matériel ou symbolique**

Le territoire est depuis un moment le centre de réflexion de plusieurs acteurs économiques, politiques et sociaux, il n'est plus du ressort unique du géographe qui le limite à sa dimension physique. La décentralisation et la régionalisation poussent ces acteurs à redéfinir cette notion en lui affirmant sa complexité, car le territoire engendre un ensemble d'interaction de différentes dimensions, physique liée aux lieux et aux acteurs, et symbolique liée aux relations sociales et environnementales.

Pour cerner la notion de territoire, qui considérée comme un système local, nous reprendrons une définition de Lecoq et Maillat (1990) « Le territoire ne correspond pas à une unité géographique précise : c'est un cadre organique dans lequel s'inscrivent un ensemble territorialement intégré de relations non seulement interentreprises, mais principalement des relations hors marché, de partenariat, de coopération, des échanges d'informations qui se structurent au sein de réseaux ». (BROS-CLERGUE M. 2006)

Dans la littérature, nous pouvons relever trois lectures de l'espace Alexandre MOINE (2005). La première limite le territoire à sa dimension spatiale qui fait de lui un lieu physique, un espace comme le qualifie Brunet (1993), qui conduit à une appropriation par un ou des individus d'un lieu donné. Ou encore une matérialisation d'un pouvoir à savoir le pouvoir de l'état sur un pays délimitant ainsi l'étendue du pouvoir, selon Micoud (2002).

Ainsi, nous pouvons remarquer que l'espace implique une double dimension spatiale et relationnelle en combinant inévitablement lieu et personnes (individu ou gouvernement). Selon Di Méo, « le territoire est souvent abstrait, idéal, vécu et ressenti plus que visuellement repéré » [Di Méo 1998]. Ce qui nous conduit à une seconde lecture liée à cette dimension relationnelle et humaine permettant l'organisation et la représentativité à travers une société civile partageant un vécu et des expériences des fois similaires et qui présente une autre perception du territoire.

De ces deux perceptions découle une troisième lecture qui met en relation les deux éléments, l'espace géographique et physique, et l'aspect relationnel à savoir les acteurs qui constitue le territoire (individus et gouvernement). Il est sujet ici, des interrelations variées de l'ensemble des acteurs, qui les liees au sein de cet espace que l'on qualifie de « système ».

Ainsi, nous nous focalisons sur cette troisième lecture et nous nous permettons d'utiliser la représentation du système territorial Fomoa Adenet (2007) qui se base sur le système de production de Brunet (1990), pour démontrer la profondeur de la définition du territoire en tant que « système » et pour souligner l'importance d'imbriquer l'approche de gestion communautaire au cœur du concept du territoire. Car celle-ci constitue un pilier et un maillon indissociable de ce dernier et nous laisse présager automatiquement la participation de la communauté dans la gestion dudit « système ».

Le schéma de Fomoa (2007) sur le système territorial nous permet de classer les éléments constituant le territoire au-delà de l'aspect géographique, il met en évidence les acteurs, les actants et les actions fondatrices du territoire.

### **2.1.1 Les acteurs (Ar)**

Dans la littérature, la prise en compte des acteurs (AR) est une évidence dans la perception des territoires. Selon Lussault (2003) : « l'acteur est défini comme un actant pourvu d'une intériorité subjective, d'une capacité stratégique autonome et d'une compétence énonciative ». Nous pouvons dire que l'acteur est un générateur du territoire, capable de discernement de réflexion, d'interaction et d'individualité. Ces capacités font de lui un élément imprévisible du système, et un maillon indispensable. Son imprévisibilité lui permet d'être considéré de manière individuelle et d'avoir également des interactions avec son entourage. Ce qui développe les possibilités d'échange entre les acteurs et qui se traduit en cinq actions fondatrices du territoire (habiter, approprier valoriser communiquer, gérer). Fomoa Adenet (2007), comme cela paraît sur la figure 1.

### **2.1.2 Les actants**

Par ailleurs l'acteur défini plus haut par Lussault (2003) comme actant majeur, n'est pas le seul à revêtir cet aspect constructif et générateur du territoire. Le schéma ci-dessus nous montre cinq autres éléments auxquels nous pouvons attribuer cette fonction. À savoir, le paysage qui permet de nourrir un sentiment d'appartenance développé par l'attachement aux endroits et objets qui entoure l'individu. Le discours qui permet d'exprimer des positions et véhiculer l'idéologie du territoire, un outil utilisé par les acteurs pour formuler des volontés et asseoir des valeurs. Les lieux permettent d'établir une frontière physique, spatiale et matérielle du réseau de lieux qui constituent le territoire, ils délimitent le début et la fin de ce dernier, ce sont le symbole du territoire. L'identité permet à l'acteur à travers des symboliques et des représentations mentales de se reconnaître dans un groupe d'appartenance et dans un espace social. Et aussi de le différencier des « autres » qui sont à l'extérieur du territoire et reconnaître les « siens » qui sont à l'intérieur de son territoire. Le territoire, la configuration de ce dernier agit sur les agissements de l'acteur, à travers les avantages et les contraintes qu'ils offrent aux acteurs. Selon Le Berre (1995), il n'est pas uniquement un socle qui accueille des individus, mais il est un acteur du système spatial.

### **2.1.3 Les actions fondatrices**

Au sein du système territorial, Fomoa-Adenet, (2007) décline cinq actions, qui sont fondatrices de territoire. À savoir : *habiter, approprier, valoriser, communiquer et gérer* : Fomoa (2007) décrit les cinq actions fondatrices, des acteurs : « Ils habitent les lieux de manière concrète, mais aussi symbolique. Ils aménagent et créent ainsi des formes, des configurations spatiales. Ils valorisent des ressources. Ils communiquent, échangent, quadrillant ainsi le territoire. Ils gèrent et s'organisent, tout ceci sur des échelles spatiales et temporelles mouvantes. » Fomoa-Adenet (2007)

*Habiter*, l'acteur qui s'installe dans un lieu, y habite physiquement, crée automatiquement un lien entre lui et l'endroit, et développe une identité grâce à l'appartenance à un quartier une ville ou une communauté. *Approprier*, ou plutôt *s'approprier*, car nous sommes dans l'action, l'acteur en définissant son identité par rapport au paysage développe une appartenance à un lieu. Et en le nommant et le situant lui donne à lui aussi une identité (un nom) liée à un paysage (une situation géographique, soit un endroit). *Communiquer*, informer, former et apprendre à travers un discours clair sur un lieu donné. Cette action développe les liens sociaux et relationnels territorialisant. Ainsi selon FOMAO (2010) cette communication territorialisant ressort deux enjeux : « un enjeu de partage des informations des connaissances et de différents savoirs » soit lutter contre l'asymétrie de l'information. Et « un enjeu de formation et



d'apprentissage collectif pour construire de nouveau savoirs, savoir-être, savoir-vivre, et agir ensemble dans le territoire ». *Gérer*, au sein d'un territoire il a toujours été question de « gouverner » ce qui handicaperait le système que Brunet propose, si on tend à utiliser les formes traditionnelles politiques et institutionnelles, c'est pour cela que Brunet met au centre de son « système de production de l'espace » la gestion pour générer une action collective. Ainsi, dans « le système territorial » de Famo-a-Adenet (2007) les acteurs, actants et les cinq actions fondatrices s'organisent dans un système en perpétuelle mutation qui se gère par le bas, pour ressortir le meilleur de et pour tous. « Le territoire est ainsi appréhendé comme un système dynamique et peut être saisi en matière de processus. Cela signifie qu'il peut évoluer, changer d'état, se transformer. » Famo-a-Adenet (2007).

## **2.2 Les 3 types de territoires ruraux**

Les chercheurs, administrateurs et les organisations sociales, ainsi que les institutions internationales, dans une tentative de détermination et délimitation du territoire rural, ont souligné certaines particularités de territoire. Selon la banque mondiale, on peut parler de deux types de territoires ruraux ; favorable et difficile, on se basant sur la pluviométrie ainsi les territoires recevant plus de 400 mm de pluie est considérés en zones favorables et ceux dans l'indice est en deçà des 400 mm sont situés en zones difficiles. Des études et recherches sur le terrain ont permis de constater l'existence d'une zone intermédiaire au sein des territoires ruraux. Tel que défini dans le développement des territoires par Campagne, P.; Pecqueur, B. (2014) « la différenciation naissante qui apparaît entre les différents types d'espaces ruraux et d'organisations sociales. En nous inspirant de leurs travaux, nous avons classé les territoires ruraux en trois types : les zones favorables, intermédiaires et difficiles ».

Ce classement se base sur un ensemble de problèmes économiques, sociaux et environnementaux que l'on peut rencontrer au sein des territoires ruraux et pour lesquels il est impératif de proposer des solutions d'amélioration propres à chaque zone. Ainsi le développement de ces solutions d'amélioration doit émaner des acteurs locaux, et des associations de développement.

### **2.2.1 Zones favorables**

Gilles Allaire et Robert Boyer (1995) ont développé le concept de modèle dominant propre à la politique agricole. Ce modèle sera utilisé par d'autres chercheurs pour définir les zones favorables dans le milieu rural. Ce modèle, dit « dominant », s'appuie sur les performances économiques de la zone rurale en question et sa capacité de générer des revenus et des richesses pour la collectivité et pour la population de la région, en offrant des emplois stables et un revenu permanent aux ménages de la zone. Aussi, cette stabilité économique permet d'offrir des conditions de vie favorables. Il s'articule autour de deux principes : les conditions générales de production et le niveau social de satisfaction des besoins. Lorsqu'on parle ici de performances économiques, on fait évidemment allusion aux performances agricoles, encouragées par des politiques publiques qui s'engagent dans l'amélioration de la productivité et la modernisation de l'agriculture. Au Maroc, parmi les zones rurales qui bénéficient du soutien de la politique agricole, nous retrouvons un million d'hectares irrigués où les offices de développement jouent un rôle de soutien. Là aussi, le transfert des budgets de l'État est très important, mais c'est globalement une réussite. La productivité y est relativement élevée, car les attributaires des offices sont des agriculteurs privés souvent de petite taille (M. Mahdi, 2011). Ainsi nous pouvons les qualifier de zones favorables. Or, la limite du modèle dominant est le caractère agricole de la production, il est possible de classer un territoire rural en zone favorable sont que celui-ci n'est de retombées économiques provenant de l'agriculture seulement, mais plutôt d'autres secteurs miniers, touristiques, etc.

### **2.2.2 Zones difficiles**

Selon les auteurs, nous pouvons définir les zones difficiles comme des territoires où l'agriculture et l'élevage permettent uniquement une autosuffisance et/ou la population subsiste grâce à des revenus extérieurs qui sont le plus souvent issus de l'exode rural d'un ou de plusieurs membres du ménage vers les villes ou vers l'étranger. Il s'agit des territoires ruraux où règne une forte précarité, souvent ce sont des zones à exploitation agricole faible ou quasi absente, des zones probablement arides ou à faible pluviométrie, des zones enclavées et marginalisées, ou encore des zones en retard de développement. La population de ces zones souffre de pauvreté, d'absence de commodités et de besoins de base comme l'eau potable et électricité, ou encore l'absence d'école et de dispensaire. Si ces zones souffrent d'autant de marginalisation c'est en premier lieu à cause de tous les éléments précités et qui les caractérisent, mais aussi qui se traduisent par une faible concentration humaine causée par un important exode en quête d'une vie meilleure, un manque d'intérêt de l'état causé par une faible représentativité de la population locale et par un faible poids économique, ou encore une absence de société civile.

### **2.2.3 Zones intermédiaires**

Pour ne pas stigmatiser un bon nombre de territoires comme étant situés en zones difficiles, un effort a été fourni pour classer une partie du rural dans une zone intermédiaire. La banque mondiale classe les territoires en zone favorable selon une pluviométrie supérieure à 400 mm, en raison du caractère agricole que revêt son classement. Or il est possible de recevoir un peu moins de précipitation sans pour autant être en zone difficile. Ces zones-là se distinguent par un caractère de pluriactivité, par un exode momentané et par une participation de tous les membres de la famille à l'activité économique et par la spécialisation du système de production par exemple la mise en valeur et le développement d'un terroir, ferme biologique, permaculture, écotourisme et élevage spécifique.

Ainsi dans le cadre de notre étude nous allons tenter de repérer les acteurs locaux déterminants du développement local dans la région de Brachoua, comprendre leur implication et voir si, le système de production du territoire est correctement appliqué. Mais encore, nous tenterons de définir à travers l'enquête la typologie de territoire selon l'approche par zones.

## **3. Le développement du territoire rural au Maroc : situations, défis et perspectives**

Les inégalités de développement entre les territoires, la précarité, l'enclavement, l'exode rural autant de facteurs qui poussent depuis deux décennies les gouvernements à favoriser le développement au sein des zones et territoires ruraux. Le développement de ces territoires devrait se faire en connivence avec les trois piliers du développement durable (économique, social et environnemental). Selon L'OCDE, le développement « local » pour faire référence au développement des territoires, est défini comme : « .... Une communauté d'acteurs publics et privé, offre un potentiel de ressources humaines, financières et physiques, d'infrastructures éducatives et institutionnelles dont la mobilisation et la valorisation engendrent des idées et des projets de développement »

Au Maroc, le développement des territoires ruraux été du ressort du ministère de l'Agriculture. Vers la fin des années 90, la stratégie 2020 du développement rural a vu le jour, et a donné lieu à la création d'un secrétariat d'État chargé du développement rural en partenariat avec un comité interministériel. Selon Magalie Quintal et Catherine Trudelle (2013) « Dans les années 1990, l'agriculture prend un tournant commercial qui favorise la mise en valeur des espaces côtiers et des plaines fertiles du Nord et du Centre du pays. Alors que ces espaces ont connu des essors importants aux niveaux économique et social, d'autres ont été marginalisés et présentent aujourd'hui de profonds retards de développement ». Pour lutter contre la marginalisation de certains territoires, en 2007 le développement rural a été mis entre les mains

du ministère de l'habitat et de l'Aménagement de l'espace excluant le secteur agricole, ledit ministère a élaboré pour sa part une nouvelle stratégie de développement en 2011. Cette exclusion du secteur agricole, viens souligner l'émergence du monde rural, au-delà du caractère agricole, comme le soulignent Campagne, P.; Pecqueur, B. (2014). : « l'émergence du concept de rural s'est faite ces trente dernières années par vagues successives. Les premières correspondent à ce que B. Kayser a appelé à juste titre la « renaissance rurale ». Elles ont vu émerger les concepts d'espace rural, de société rurale, de territoire et, finalement, de territoire rural, au fur et à mesure que ce dernier va se différencier du territoire agricole, qui était jusqu'alors le seul à exister, compte tenu de l'importance de l'agriculture dans ces espaces».

Conscient des déficits profonds que connaissent les territoires ruraux et de l'importance socio-économique, environnementale et politique de ces derniers. Le Maroc a mis le développement des territoires ruraux au cœur de sa stratégie nationale. Ainsi un grand nombre de directives, projet, initiative ont été élaborés et déployés sur l'ensemble du territoire national, pour favoriser le développement rural et le changement de mode de vie et lutter primordiallement contre l'exode rural.

Le rapport portant sur le nouveau modèle développement du Maroc publié en mai 2021 souligne l'importance d'investir dans les territoires ruraux et dans les actions citoyennes, mettant ainsi la société civile au centre du modèle de développement. La situation du monde rurale est à l'heure actuelle inquiétante, malgré les efforts déployés. Les inégalités et les disparités persistantes entre le monde rural et urbain ne font que creuser davantage le fossé social, impliquant des difficultés d'accès à de nombreux services sociaux de base, notamment les routes et infrastructures nécessaires pour l'accès aux écoles et aux hôpitaux, mais encore l'accès aux infrastructures de base, l'eau potable et l'électricité, causant un problème majeur d'enclavement. Au Maroc pendant l'hiver plusieurs territoires, villages et douars restent coupés du reste du royaume pendant plusieurs semaines, voire des mois (région de Azilal région de Khénifra, etc.). Ainsi le phénomène de l'exode rural contre lequel les politiques publiques luttent ne cesse d'augmenter, et se traduit par l'extension des zones urbaines et la disparition de zones agricoles proche des villes.

En effet, Le Maroc pays à vocation agricole, s'est lancé dans les années 70 (1974) dans le financement de grands chantiers pour la construction de barrages sur l'ensemble du territoire pour assurer les récoltes et se prémunir des périodes de grandes sécheresses. Ceux-ci ont permis au pays de construire une grande partie de son économie sur l'agriculture. Aujourd'hui, nous comptons 43 % des actifs nationaux qui proviennent du monde rural et plus exactement de l'agriculture qui représente la plus grande composante. Le pays a toujours connu une forte concentration de la population dans le monde rural. Les territoires ruraux constituent une composante importante tant géographique que démographique. Couvrant plus de 90% de la superficie nationale, peuplée par près de 40% de la population locale, selon le recensement du HCP de 2014, une prédominance des communes rurales avec plus de 1282 sur 1503 communes rurales et urbaines et plus 33 000 douars et centres ruraux.

Une lecture transversale des différents programmes de développement rural nous permet de faire état de ce qui a été entrepris au Maroc durant les dernières années. Les projets gouvernementaux du développement rural au Maroc ont touché plusieurs secteurs et se sont étalés sur plusieurs décennies. Pour n'en citer que ceux du second millénaire, nous retrouvons des projets dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, du tourisme de l'assainissement et des voiries (pour exemple : Vision stratégique 2030 ; Stratégie 2020 du développement rural)

Bien que perceptibles sur le terrain et important en nombre, les projets et les stratégies entrepris n'ont pas pu améliorer la situation des zones rurales de manières considérables, car ils souffrent d'absence de vision commune, répondant aux besoins effectifs des populations dans les territoires ruraux. À ces projets s'est joint le plus important projet de développement humain



en Afrique, depuis 2005 : l'initiative nationale du développement humain qui vient soutenir les stratégies en cours, et place le facteur humain au centre de ses préoccupations. Favorisant des méthodes novatrices et impliquant la société civile à travers les associations pour soutenir le développement humain et lutter contre la précarité.

### **3.1 Les défis du développement rural au Maroc**

Selon le rapport du Conseil Économique, Social et Environnemental (2017), les zones rurales continuent à enregistrer des déficits majeurs malgré les efforts déployés. Le rapport souligne l'importance du développement d'une économie rurale, par la création d'opportunités économiques dans plusieurs secteurs (tourisme pêche artisanat), pouvant offrir des revenus décents et augmentant le pouvoir d'achat de la population rurale, sans se limiter aux activités agricoles, même si ces dernières constituent un pilier de l'économie nationale. Le secteur agricole en développement continu est un levier du développement économique et un outil de lutte contre la pauvreté, sa contribution dans le PIB est passée de 6% à 20 % durant les deux dernières décennies, cette croissance est soutenue par la participation indéniable du Plan Maroc Vert (PMV) par l'amélioration des techniques d'agriculture, du financement et de la modernisation du secteur agricole. Aussi un effort important a été réalisé dans la sensibilisation des petits producteurs à l'agriculture solidaire et le développement des produits du terroir, et l'encouragement des coopératives féminines. Cet effort devrait être accompagné davantage d'un soutien financier pour permettre aux petits et moyens agriculteurs de pérenniser leurs activités, initier leurs successeurs au métier et améliorer la rentabilité des récoltes pour lutter contre la pauvreté et l'exode rural dans les zones défavoriser. L'agriculture demeure dans le monde rural un patrimoine à conserver et à transmettre aux futures générations pour assurer la durabilité, à travers la protection et la valorisation des produits des terroirs, à renforcer la construction du territoire, et l'enregistre dans le phénomène de patrimonialisation qui permet de donner un sens à un savoir et le partager pour le faire durer dans le temps.

Mais encore, il est important de souligner le rôle des régions dans la sensibilisation et le développement des initiatives locales, tout en appuyant le lancement de projets structurants, en soutenant les projets de renforcement des capacités des acteurs locaux et sensibilisant la population à une utilisation et une exploitation rationnelle des ressources et richesses locales. Comme énoncé dans le rapport précité : « ... Le développement durable du monde rural ne devrait pas se limiter à l'innovation dans le seul domaine de l'agriculture, mais devrait s'étendre à d'autres domaines de l'économie, de l'environnement et de la vie socioculturelle des populations et qui recèlent des gisements de création de richesses et d'emplois. » Par ailleurs, les défis majeurs du développement rural au Maroc, bien que rudimentaires, sont essentiellement liés aux services publics de base et infrastructures rurales : Eau, Électricité, assainissement, accès au logement décent, routes et désenclavement du monde rural et l'emploi en milieu rural.

À travers notre enquête sur la commune de Brachoua, nous allons tenter de voir si le village a profité des projets gouvernementaux précités, et de connaître le degré d'implication des autorités publiques local dans le soutien dans cette réussite sociale. Mais encore ressortir les négligences dont souffre le territoire et les besoins en développement réclamés par les associations locales.

### **3.2 Le rôle de l'association dans le développement des territoires**

L'action des associations est souvent classée selon son aspect social, c'est-à-dire venir en aide aux « pauvres ». En réalité bien que cette dernière prenne en charge les personnes dans la précarité et souffrant de pauvreté. Son rôle est plus profond, car il touche différents aspects (santé, logement, politique, désenclavement, protection de droit, économie, etc.). Par exemple, l'aspect économique n'est pas négligeable dans l'action associative. Les associations sont de réels vecteurs de création de richesse, de création d'emploi et de valorisation des ressources.

Mais encore, elles jouent un rôle majeur dans le développement des communautés, la valorisation et le rayonnement des territoires, etc. J. LGuigo (1983) considère l'élément humain indispensable au développement local, « Le développement local est l'expression de la solidarité locale créatrice de nouvelles relations sociales et manifeste la volonté des habitants d'une microrégion de valoriser les richesses locales, ce qui est créateur de développement économique ». Ou encore comme le cite GÉRARD-FRANÇOIS DUMONT (2018) : « aucun territoire n'est d'avance condamné. Leur avenir dépend avant tout de la capacité des acteurs locaux à fédérer les énergies autour d'une vision ancrée dans leur spécificité. »

Ce rôle simpliste que l'on attribue de *prima bord* à l'association, prend une ampleur plus importante à mesure que son action intervient dans des domaines plus complexes et que son organisation devient plus structurante vis-à-vis de la société. Force est de constater, les associations de nos jours forment un élément structurant de la société. Fernand Braudel décrit l'organisation sociale comme un ensemble d'éléments constituant trois étages : « La politique qui vient comme une sorte de bouillonnement superficiel ; un étage moyen, ce sont les oscillations de la conjoncture économique ; il y a enfin le paysage, c'est-à-dire ce qui forme le cadre fondamental de la vie des hommes. Incontestablement, les associations se situent à cet étage, au même titre que la famille, le voisinage ...»

Malgré les efforts des gouvernements dans l'aide au développement des territoires et le soutien des populations rurales, comme le souligne pour le cas de la France, Campagne, P.; Pecqueur, B. (2014). : « Les pouvoirs publics tenteront alors d'inventer des correcteurs à cette différenciation productrice d'exode et de pauvreté : ils n'y parviendront que très partiellement. On assistera alors à un réveil des acteurs locaux se traduisant par le foisonnement d'associations de développement. »

Durant les dernières décennies au Maroc, les changements socio-économiques touchant les associations ont été très importants, d'une part l'évolution intrigante de l'activité économique au sein des associations, créant de l'emploi et générant des revenus à des fins de financement en général. Et d'autre part l'engouement des citoyens et de la société civile pour la revendication des droits et la mise en place d'actions solidaire dans tous les domaines. Le tissu associatif marocain n'a pas cessé d'évoluer et de s'élargir entre 2007 et 2021 le nombre d'association est passé de 51 637 à plus de 300 000 organisations œuvrant dans différents champs de développement, permettant aux associations d'acquérir une expérience importante dans le développement durable.

Le Maroc a connu, également durant cette dernière décennie une mobilisation sociale au sein des territoires marginalisés, qui s'inscrit dans une logique de développement durable local, et d'une forte volonté de changement et de solidarité entre les acteurs locaux. Cette nouvelle approche est une réponse aux mutations politiques qu'a connues le pays et à la multiplication des projets institutionnels visant le développement des territoires en particulier ruraux. Mais également, la prise de conscience de la population de la nécessité de son implication dans l'amélioration de son environnement tant économique que social.

D'un point de vue politique, la décentralisation des pouvoirs publics, les mutations liées à la régionalisation avancée sont autant de facteurs qui soulignent le recul du rôle et du pouvoir direct de l'état dans le développement territorial. Bien que ce dernier à tenter à travers de nombreux programmes de soutenir le milieu rural et à continuer de financer un grand nombre de projets. En effet, la tendance à la décentralisation se fait aujourd'hui sentir à travers de nombreux pays pour développer et soutenir l'intervention des administrations régionales et locales au-delà de l'intervention étatique. (Raufflet, 1997). De surcroît, la nouvelle répartition géographique engendre de nouvelles ségrégations entre le monde rural et urbain et donne lieu à l'apparition de nouveaux acteurs de développement. Ces acteurs de développement sont souvent porteurs d'une nouvelle forme de démocratie horizontale qui favorise la participation de la société civile à travers la création d'associations de développement notamment dans les

milieux ruraux. En effet, selon Magalie Quintal et Catherine Trudelle qui traite le cas du développement de la vallée du Ziz : « devant la fracture socio territoriale qui caractérise le milieu rural, la société civile se mobilise et met en place des initiatives locales qui cristallisent ses revendications. Les associations citoyennes, dont nous proposons l'analyse ici, émergent dans un contexte de déstructuration du milieu rural marocain (Barrow, *et al.*, 2000 ; Barathon, *et al.*, 2005 ; Boutayeb, 1996) et de transformation du cadre politique qui permet le renouvellement des acteurs du développement. »

Ainsi la prise de conscience des individus implique l'apparition d'acteurs locaux, qui sensibilisent le reste de la communauté à prendre des actions collectives et de participer au dialogue local avec les autorités locales, les élus et les représentants. Pour d'une part, revendiquer des besoins de bases (route-école et dispensaire), dans ce contexte, un partenariat entre les institutions étatiques et les associations, constitue un défi stratégique pour asseoir les fondements d'un État de droits de choix démocratique, et pour renforcer la convergence entre les priorités de l'État et les objectifs de la société civile. Ce qui a donné lieu à une croissance considérable des financements publics aux bénéfices des associations de la société civile, pour les projets de développement. Et d'autre part à favoriser le développement économique local en réfléchissant à des actions collectives stimulant l'environnement à travers les richesses et les ressources locales et le savoir-faire de la population pour améliorer les conditions de vie et assurer un revenu pour la population locale. Faisant ressortir ainsi les aspects du système territorial : l'identité, le paysage, le discours et le lieu. (Madly Fomoa-Adenet 2007)

Dans son analyse du développement des territoires locaux, Dumont G.(2019), ressort 10 conditions permettant le développement du territoire, basé essentiellement sur l'humaine, ainsi les individus composant un territoire, devrait s'unir pour associer leur volonté de développement à travers des associations, pour pouvoir réaliser un projet ou plusieurs projets permettant l'amélioration de leur territoire, l'action collective qui sont indispensable dans la réussite de n'importe quelle dynamique territoriale.

Ainsi l'étude de la localité de Brachoua va nous permettre de ressortir le rôle d'une association au sein d'un territoire rural. Celle-ci a permis de sortir plus de 60 familles de la précarité. Grâce à la mobilisation des ressources locales et des savoir-faire pour mettre en valeur leur territoire et en utilisant des ressources a porté de main qui ont pu se transformer en richesse permettant une autosuffisance et par la suite une activité mercantile.

#### **4. Le développement rural de Had brachoua, une dynamique qui s'inscrit dans la durabilité**

##### **4.1 Méthodologie**

Pour pouvoir cerner la situation de ce village, nous avons prévu deux déplacements dans le douar de MBARKIYINE de Had Brachoua. Lors de la première visite, nous allons recourir à la méthode de l'entretien non directif qui va permettre une libre expression des interlocuteurs, sans les conduire vers un sujet précis, selon Baumard et Ibert (2007), l'entretien non directif est conduit à partir d'un thème général et le chercheur n'intervient que pour faciliter la production du discours sans l'orienter et pour approfondir des éléments. Ils parleront de leur expérience probablement, nous ne procéderons pas à une comparaison des discours, mais uniquement à une narration des faits.

Dans un deuxième temps nous procéderons à un entretien semi-directif à l'aide d'un questionnaire prêt établi comprenant une cinquantaine de questions qui sera soumis au responsable de l'association. Nous avons pu organiser une rencontre avec le responsable de communication de l'association d'agriculture moderne objet de notre étude de cas, pour mieux cerner la question du développement territorial au sein du Douar.

Pour cela nous avons identifié un nombre de questions, nous nous sommes intéressés d'abord à l'historique du village, pour identifier les acteurs majeurs, puis nous avons traité quatre

thématiques la démographie du village, les besoins, la situation financière des habitants du village et nous avons effectué une analyse des forces et des faiblesses du village. L'ensemble des questions étaient ouvertes et souvent l'interlocuteur répondait de façon très large ou sortait du cadre de la question et à travers ce long discours nous arrivions à anticiper certaines réponses. Pour l'élaboration de cette étude, nous avons utilisé, l'approche de diagnostic des territoires développée par le Centre de ressource de la prévention spécialisée de l'Association de prévention spécialisée du Nord le centre de ressources est un réseau de 17 associations de prévention spécialisée du Département français. Cette approche se focalise sur un « État des lieux qui recense, sur un territoire déterminé, les problèmes, les forces, les faiblesses, les attentes des personnes, les enjeux économiques, environnementaux, sociaux (...) Il fournit des explications sur l'évolution du passé et des appréciations sur l'évolution future ». Ceci nous a permis de ressortir les forces et les faiblesses du village.

#### **4.2 Objectif de l'étude de cas**

Ainsi dans le cadre de notre étude nous allons tenter de repérer les acteurs associatifs locaux déterminants du développement local dans la région de Brachoua, comprendre leur implication et voir si le système de production du territoire est correctement appliqué. Mais encore, nous tenterons de définir à travers l'enquête la typologie de territoire selon l'approche par zones.

En deuxième lieu, nous allons tenter de voir si le village a profité des projets gouvernementaux précités, et de connaître le degré d'implication des autorités publiques local dans le soutien dans cette réussite sociale. Mais encore ressortir les négligences dont souffre le territoire et les besoins en développement réclamés par les associations locales.

En troisième lieu, l'étude va nous permettre de comprendre le rôle d'une association au sein d'un territoire rural et les stratégies utilisées pour réussir la mobilisation des ressources locales et des savoir-faire pour mettre en valeur leur territoire. L'origine de l'idée d'utiliser des ressources a porté de main qui ont pu être transformées en richesse permettant une autosuffisance.

##### **4.2.1 Présentation du territoire**

EL Mabarkiyine un petit village de la commune rurale de Had Brachoua de la municipalité de Roumanie, dans la province de l'khemmiste située dans la région de Rabat salé Kenitra à 50 km de la capitale Rabat. La commune à une population de 12 050 habitants, constituée de 2530 ménages repartis en petits villages (douar) selon le HCP (2014), et disposant d'un indice de GINI de 26,2 % en 2007. À Brachoua, le douar EL Mabarkiyine où se concentre une soixantaine de familles, ayant longtemps souffert de précarité et d'exclusion malgré leur proximité d'une grande zone urbaine et de la capitale, la communauté locale se lance dans une grande aventure en 2013. Un villageois prend l'initiative de se mettre en contact avec une association (Association Ibn Albaytar (AIA)), pour les épauler dans un projet d'agriculture visant à se nourrir et à développer une indépendance économique pour la population locale. Ainsi la communauté qui avait déjà une association d'agriculture moderne, crée deux coopératives locales. Elle développe 40 jardins biologiques en 4 ans, offrant une multitude de légumes, fruits, herbes aromatiques, grains et autres produits dérivés : lait, beurre, poulets fermiers et œufs. Dépasant l'autosuffisance, ils convertissent le surplus de production en activités génératrices de revenus, grâce aux deux coopératives créées pour commercialiser leurs denrées. Au travers des années le village fait parler de lui, ils rejoignent un réseau international de fermes biologique et développent en parallèle une activité touristique (écotourisme) et de randonnée pédestre recevant plus de 300 personnes par fin de semaine.

#### **4.2.2 Présentation : « L'association d'Agriculture Moderne »**

En 2009, l'association d'agriculture moderne a été créée à l'initiative du président de l'association LARBI CHAOUI, licencié en droit, employé à l'époque à l'ONCF, et son frère Mohamed CHAOUI secrétaire général et responsable de la communication, ancien chauffeur de poids lourd. Épaulés par une association de Rabat Ibnou baytar, qui les avaient mis en contact avec un réseau d'association nationale et internationale en permaculture et agriculture moderne. La vision de l'association était d'améliorer en premier lieu, les services de bases des villageois, pour permettre de repeupler le village qui souffrait d'un fort mouvement d'exode et de développer par la suite une culture de la terre. Sa mission la plus grande, était et continue d'être la sensibilisation des villageois à la constitution d'une communauté basée sur l'entraide, ils ne pouvaient réussir qu'en étant solidaire. Les bienfaits collectifs passant avant les bienfaits personnels, rapidement les villageois ont compris qu'ensemble ils constituaient une force pour eux et envers les autorités locales. Aussi, en plus de la sensibilisation, l'association a veillé sur la formation des villageois aux différents métiers de la terre, à savoir la permaculture, l'élevage et l'apiculture. Elle a également favorisé la relance des produits du terroir. Avec comme objectifs de créer un village modèle, autosuffisant et sans échange pécuniaire et de créer un établissement de formation scolaire propre au village où les plus jeunes seront initiés aux métiers de la terre ou autres métiers nécessaires pour le développement local, depuis leur plus jeune âge. Ainsi, les prochaines générations ne seront plus confrontées aux problèmes d'exodes, et le village grâce à la formation de sa communauté aux principes, de la vie simple, pilier de la permaculture, et à la protection de l'environnement pourra bénéficier d'un rendement pérenne et autosuffisant. Mais encore, l'association en tant que modèle actuel au Maroc de réussite en développement du territoire en permaculture offre des formations à d'autres villages dans le pays et les sensibilise au travail de la terre et aux principes d'un écosystème basé sur la permaculture. Plus de 10 villages ont bénéficié d'une formation dans les régions de Essaouira (Douar HAD Dra), Agadir (Douar Aourir), Marrakech (Ait Ourir) et dans le Haut Atlas (Ait Bougamaz) pour ne citer que les plus récents.

Pour atteindre ses objectifs, l'association a développé au fil des années un nombre important de partenariats locaux, régionaux et internationaux. Elle fait partie d'un réseau mondial de fermes spécialisées en permaculture le « World Wide Opportunities on Organic Farms (WWOOF) ». Parmi les associations qui soutiennent le village nous pouvons citer en premier lieu, au niveau international, l'association « Slow Food » qui a financé les frais de (10 000 DHS) de la première formation en 2013 en permaculture à Mohamed Chaoui, militant du Douar, une formation qui a duré 15 jours à Kalaat Seraghna, dispensé par un formateur canadien du réseau REAM. Lors de cette formation, les participants ont pu se former à l'ensemble des techniques de la permaculture, et ont eu droit à un accompagnement de projets générateurs de revenus en permaculture et d'Écotourisme au sein de leur région. D'où l'idée, de créer les deux coopératives. Soit, la mise en place de projets de coopératives au sein du village, et leur mise en exécution en 2013 pour la coopérative agricole et en 2015 pour la coopérative d'écotourisme.

En second lieu, nous pouvons citer également, d'autres association, comme l'association française « reforest action » qui a offert 5000 arbres fruitiers au villageois et l'association italienne « Alcalino » qui donnent plus de 1000 arbres par an, redistribués par l'association d'agriculture moderne dans d'autres villages du Maroc. Ces derniers ont bénéficié d'un accompagnement en permaculture par ladite association. Aussi, au niveau national, l'initiative nationale du développement humain est un important partenaire national de l'association pour un nombre important de projets. Auxquels s'ajoute le ministère de l'Agriculture et récemment, le ministère de l'Environnement qui vient d'accorder en 2019 au village le financement total pour l'installation de panneaux solaires. Ainsi lorsque nous observe l'évolution de cette association au sein de son territoire et nous la comparons au schéma de Dumont (2019), les 10



conditions nécessaires au développement du territoire sont parfaitement respectées au sein du village de LMBARKYNE, la preuve théorique de la réussite du village.

Grâce à ces différents partenariats et les efforts de l'association, les villageois ont atteint une certaine autonomie leur permettant de se nourrir sans quitter le village.

#### **4.3 La perception de l'association du concept du développement territorial**

Le développement du territoire pour l'association doit impérativement être une initiative provenant des citoyens et habitants dudit territoire. Souffrant pendant très longtemps d'enclavement, d'absence de service de base, d'exode rural et de forte précarité. Le Douar doit l'amélioration des conditions de vie de ses habitants, à la création d'une association par des jeunes du village ayant connu l'exode, mais n'ayant pas accepté de laisser leur famille vivre dans la précarité. Selon le responsable de l'association, le développement du territoire : « est la réussite de l'amélioration du niveau de vie de la population de manière à devenir autosuffisant économiquement et respectant l'environnement dans lequel nous évoluons », pour atteindre cet objectif de développement définit plus haut, le responsable de l'association insiste sur le développement du partenariat.

#### **4.4 Intervention et logique d'action dans le développement local**

La population de douar Mbarkiyene est consciente de l'importance de l'implication des citoyens dans le développement de leur territoire. Ainsi, nous pouvons dire que les résultats du schéma du système territorial de F. Adenet (2007) d'après Brunet (1990 2001), sont parfaitement représentatifs du schéma du village Mbarkiyene qui met l'acteur humain au cœur du développement de leur territoire. Ainsi, les acteurs sociaux locaux grâce à l'implication des citoyens ont réussi à développer un modèle autosuffisant. En investissant en premier lieu dans la sensibilisation de la population et dans la formation professionnelle en permaculture au profit de la population et plus tard en langue, alphabétisation et communication pour les jeunes du village.

#### **4.5 Développement des services de base au sein du territoire**

Les deux jeunes militants créent un comité pour défendre les droits des villageois pour leur permettre une vie décente. Les premières revendications concernaient l'amélioration des conditions de vie et l'accès au service de base. Le village a connu un grand nombre de manifestation locale, usant en dernier lieu de la force en coupant pendant 16 jours une voie de circulation importante reliant Rabat à Roumanie, poussant les autorités locales à prendre en considération leurs revendications. Chose qui a permis au Douar d'être raccordé au réseau d'eau potable et au réseau électrique en 2014.

##### **4.5.1 Lutte contre l'exode rural**

Dans la fin des années 99, la population locale était de 50 ménages, elle est passée en 2005 à 10 ménages, le village était menacé par une forte précarité, la seule échappatoire de la population était l'exode rural. La première cause de ce fort mouvement migratoire est l'absence de titre de propriété des terres des habitants qui jusqu'à aujourd'hui n'a pas pu être résolu.

Le douar est situé sur le domaine public, les habitants sont repartis sur 100 hectares sur les 750 hectares du domaine public, depuis trois ou quatre générations pour certains. Les 650 autres hectares ont été exploités pendant très longtemps par la société SOGETA qui employait des habitants du douar, mais qui au fil des années se détachait petit à petit de ses travailleurs, remplacés par des techniques modernes d'agriculture. Cette modernisation des récoltes a causé une augmentation du chômage et une baisse considérable des revenus des ménages, les poussant à quitter le village. À la fin de son contrat en 2004, un nouvel appel d'offres était lancé par l'état pour l'exploitation du domaine, avec un cahier de charge stipulant l'emploi de 300 personnes

de la population locale, pour une culture exclusivement maraîchère (Légumes et arbres fruitiers), pour promouvoir l'employabilité dans la région et sortir les habitants de la précarité. Le contrat a été signé (avec un parlementaire local) en 2005. Depuis, l'ensemble des 650 hectares sont exploités en céréales de blé, ce type de culture n'emploie pas les 300 personnes, mais uniquement 2 à 3 employés, dont un gardien, selon le témoignage des répondants. L'essentiel du travail de la terre est effectué par des machines pour semer et récolter le blé.

Par ailleurs, grâce aux efforts de l'association locale et de l'ensemble des dispositifs mis à disposition de la population par les autorités locales, le douar a réussi à repeupler son territoire. Depuis 2009, la date de la création de l'association d'agriculture moderne par les deux frères ayant eux aussi connu l'exode et désirant revenir auprès de leur famille. Le nombre de ménages est passé à 70 au cours des dernières années, la majorité est constituée d'anciens habitants fuyant la dureté de la vie de la ville, dont 10 ménages provenant des douars de la région qui ont observé l'amélioration des conditions de vie chez leurs riverains. Grâce à l'installation de services de base au sein du Douar à savoir le branchement aux services d'eau et d'électricité de l'ONEP, l'ouverture d'une école primaire, accueillant une classe de préscolaire et l'apparition la dynamique économique qu'a créé l'association du village, grâce aux deux coopératives. Depuis plus d'une année, les autorités locales interdisent toutes nouvelles formes de migrations vers Douar LMBARKYNE à cause de la nature foncière du terrain, ainsi que toutes nouvelles formes de construction.

La coopérative locale œuvrant dans l'écotourisme a déposé une demande de construction d'un gîte et une auberge pour accueillir le nombre grandissant de touristes intéressés par la région. Ils ont essuyé plusieurs refus. Une nouvelle demande a été présentée et est en cours de traitement avec un avis à cette date positive.

#### **4.5.2 Développement économique du territoire**

Grâce à la formation en permaculture et la sensibilisation des femmes pour le développement des produits de terroir, l'association a pu garantir une source intarissable de revenus pour la majorité des foyers du douar réceptif à cette nouvelle vision. La majorité des habitants du douar ne travaille plus à l'extérieur du Douar, ils sont tous agriculteurs ou éleveurs, alors qu'ils occupaient au paravent des emplois en ville ou dans les villages voisins en tant que maçon, chauffeur, menuisier, ou apprenti en tout genre contre des revenus qui ne leur permettaient pas de subvenir à leurs besoins primaires. Ils délaissaient femmes et enfants pour vivre loin et subvenir aux besoins de leur famille qui vivaient dans une grande précarité.

L'association a pu encourager les habitants à créer deux coopératives, la première « coopérative féminine agricole » en 2013 une coopérative féminine agricole, qui se spécialise dans l'élevage de poulets fermiers, le nombre de participantes au départ était de 24 femmes du village. Qui ont rapidement développé d'autres produits comme le couscous à base de plusieurs types de farine, l'une des spécialités locales et dont elles écoulent annuellement une très grande quantité, le pain, les légumineuses, le miel et les œufs fermiers, le tissage de panier exclusivement masculin auparavant, et le tissage de tapis, très prisés dans les grandes villes. Elles ont également participé à des foires dans tous les coins du Maroc. Les femmes du douar en général ont bénéficié de formations pour la lutte contre l'analphabétisme, les femmes de la coopérative en plus de ladite formation, ont bénéficié d'une formation en gestion de projet et en management de la coopérative et d'un programme de renforcement de capacité de l'ANAPEC.

Depuis quelque temps, les femmes de la coopérative ne se déplacent plus dans les foires, car la participation est coûteuse (frais de déplacement frais de séjour et location de stand). D'autant plus que la réticence des conjoints et grands frères, ou des enfants en bas âge handicapent les déplacements des femmes à l'extérieur du douar. Aussi le travail au sein de la coopérative étant prenant, a poussé certaines d'entre elles à abandonné leurs activités. Ainsi le nombre de femmes

qui travaille au sein de la coopérative est passé de 12 à 24 cette année. Mais encore, les revenus des foyers provenant de la permaculture permettent de couvrir les charges du foyer, pousse les époux à garder les femmes au foyer pour plus de stabilité et de confort de vie (Taches ménagères, repas, aide dans l'activité agricole, etc.).

Par ailleurs, depuis le développement d'une deuxième coopérative de tourisme local que l'on citera plus bas. Elles réussissent à écouler leurs marchandises au sein du douar sans devoir se déplacer pour faire la promotion de leurs produits dans les foires et les salons. Aussi une subvention de L'INDH a été accordée à la coopérative pour le financement à 70% l'acquisition d'un véhicule permettant d'effectuer des livraisons hebdomadaires dans les villes de rabat et de Casablanca. Au niveau de Casablanca, la coopérative a pu installer un point de relais grâce à un partenariat avec une association à Casablanca, ou les clients passent récupérer leurs commandes.

#### **4.5.3 Développement et rayonnement du territoire à travers le tourisme local**

Dans le cadre de sa coopérative d'écotourisme, le village accueille des gens de par le monde, pour des expériences uniques d'immersion chez l'habitant. Les visiteurs apprennent le dialecte marocain, les méthodes de permaculture, le tissage, et la préparation de produits du terroir local, ou simplement viennent chercher les principes de la vie simple, etc. Souvent, les visiteurs offrent en contrepartie des formations en langues étrangères en faveur des habitants surtout les étudiants et les jeunes du village ou encore la mise en place de projet d'aménagement (cas d'étudiants étrangers en génie civil qui ont construit des escaliers). Les visiteurs doivent s'acquitter de frais de séjours auprès des familles qui les accueillent à travers la coopérative d'écotourisme de Brachoua. L'été 2019, le village a reçu, un groupe de douze jeunes américaines âgées de 16 ans, qui ont été placées dans 12 familles du douar. Les jeunes ont bénéficié d'un programme de formation en Arabe dialectale et également en permaculture, elles ont en contrepartie dispensé des cours d'anglais de base aux habitants. Mais encore, elles ont eu un échange spécial avec les jeunes femmes du douar pour les sensibiliser sur l'importance de la femme dans la société. Les autorités locales ont été très présentes lors du séjour de ces jeunes Américaines, pour des raisons de sécurité uniquement. Les acteurs sociaux locaux souhaitent dans le futur créer des actions communes avec les autorités locales avec plus d'implication des deux parties dans la sécurité du village, à travers un partenariat. Au sein du village, une grande campagne de sensibilisation a été effectuée par les acteurs sociaux durant les dernières années pour lutter contre toutes formes de violence et délinquance, un terrain de football a été construit, et les jeunes ont tous été impliqués dans l'accompagnement des touristes en tant que guide touristique local. Duquel ils réalisent un revenu variant entre 300 et 400 DHS par fin de semaine. Ce revenu les aide à financer leurs déplacements, leurs frais d'études universitaires et dans des centres de formation professionnelle. Ce qui les rend conscients de l'importance de la sauvegarde d'un climat sécuritaire et de confiance. Les acteurs sociaux locaux ont également sensibilisé les jeunes aux méfaits de la consommation de drogues et à l'importance du travail au sein du Douar. Les habitants du douar souhaiteraient voir ce renforcement sécuritaire tout au long de l'année, bien que peu nécessaire, il serait réconfortant pour les visiteurs du village.

Le village se situe près de l'une des plus grandes forêts de la région la forêt de « Krifla » souvent victime de braconnage et d'abatage clandestin d'arbre. Et de pollution en tout genre, déchets de campeurs, etc. L'association du village et les habitants organisent des journées de ramassage d'ordures et de sensibilisation au visiteur de la région. Aussi ils jouent un rôle très important dans la dénonciation auprès des autorités lors de l'abatage clandestin des arbres.

Ainsi nous pouvons dire que l'acteur essentiel dans le développement du territoire de Brachoua est le facteur humain, qui a pu créer un lien fort avec son territoire. L'implication des

individus dans leur territoire a permis d'amorcer un avancement d'une zone difficile vers une zone intermédiaire.

## **5. Conclusion**

Les acteurs associatifs locaux ont été déterminants dans le développement local de leur Douar. Fortement impliquer, ils ont conquis la majorité des habitants de leur communauté et les ont sensibilisés à une cause commune « l'amélioration des conditions de vie » de manière générale. Selon le classement de la banque mondiale si l'on se base uniquement sur l'indice de pluviométrie avoisinant les 523 mm, le village serait classé en zone favorable. Néanmoins, le village a longtemps souffert d'une grande précarité, avec une terre aride qui n'offrait pas de culture agricole, les conditions difficiles du village ont poussé les habitants vers un fort exode rural. Selon Campagne, P.; Pecqueur, B. (2014), nous pouvions sans hésitation dire que le Douar se situait en zone difficile, et qu'il est actuellement en émergence vers la zone intermédiaire. Ainsi pour favoriser l'émergence et l'amélioration du Douar les acteurs sociaux on fait appel à un grand nombre de partenaires, le village à profiter de plusieurs formes de soutien à travers des projets gouvernementaux, d'aide des associations locales, régionales, nationales et internationales. Mais déplore l'absence d'implication des autorités publiques locales dans cette réussite sociale.

Ainsi, il est nécessaire de souligner que malgré les forts partenariats tissés avec différentes parties. La réussite du village revient aux acteurs sociaux et à leur persévérance, et sur la valorisation du potentiel humain et du territoire. L'ensemble de leurs actions sont basées sur le facteur humain qui constitue la plus grande richesse d'un territoire, et la capacité de transformer un territoire. Les habitants sont de plus en plus conscients qu'ils ont besoin de peu pour vivre et qu'ils sont capables de générer un revenu en travaillant la terre et en restant au sein de leur communauté, sans être exploités dans les grandes villes, pour des bas salaires, tout en maintenant une vie de famille. Les femmes du village commencent à avoir un petit revenu grâce à la coopérative féminine agricole, malgré les réticences de certains conjoints. Les jeunes du village actif dans la coopérative d'écotourisme occupent désormais des emplois à temps partiel au sein de la coopérative. L'objectif de la population locale est d'aider dans le développement humain et durable de la jeunesse locale et de son territoire. Ainsi, lorsque nous observons l'évolution de cette association au sein de son territoire et nous la comparons au schéma de Dumont (2019), les 10 conditions nécessaires au développement du territoire sont parfaitement respectées au sein du village de Brachoua, tant au niveau humain qu'au niveau entrepreneurial. Une confirmation des aspects théoriques traités plus haut, appliqués de la réussite du village. Ainsi les associations encourageant la création de coopératives ont réussi à sortir de la précarité plus de 60 ménages sans quitter leur village.

## Références :

- (1) Bros-clergue M. (2006), « Différencier les territoires : quels outils de management ? », *Gestion et Management Publics*, vol.4, avril 2006.
- (2) Campagne P., Pecqueur, b. (2014). *Le développement territorial. Une réponse émergente à la mondialisation.*
- (3) Courlet c., Ferguène a. (2004). *Gouvernance et dynamiques territoriales : points de repère analytiques. Gouvernance locale et développement territorial*, paris, l'Harmattan,
- (4) *Développement du monde rural : défis et perspectives 2017 : rapport du conseil économique, social et environnemental. Préparé par la commission permanente chargée de la régionalisation avancée et développement rural et territorial*
- (5) Dumont G. (2018) : « Les ressorts du développement local la dynamique des territoires en France »
- (6) Fomoa-Adenet M. et Rieutort L. (2007) « territoires ruraux insulaires et développement durable », *études caribéennes*
- (7) Guigou JL (1983), « Le développement local : espoirs et freins », colloque de Poitiers sur le thème du développement local, 1983, p.3. Cité par JY Gouttebel, « Stratégie de développement territorial », Ed Economica, Paris, 2001.p. 95.
- (8) Hamdouch A.(2010) « développement durable. Dynamiques des territoires ruraux et logiques d'acteurs », *économie rurale* [en ligne], 320 | novembre-décembre 2010,
- (9) *Les associations dans un monde en changement. Pages 40 la tribune fonda 183*
- (10) Mahdi M. (2012), « le Maroc », in rafac, *pacte territoires, processus d'émergence des territoires ruraux...*, op. Cit. Et p. Campagne et b. Pecqueur (dir.), « Processus d'émergence des territoires ruraux...»
- (11) Moine A. (2006) *Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et*
- (12) Moine A. (2013) *La géographie Le territoire comme un système complexe des outils pour l'aménagement et la géographie*
- (13) Moussaoui K. (2014) : « Rôle des associations dans le développement local. Cas de quelques associations de la wilaya de Bejaia (Algérie) »
- (14) OCDE : « Réussir le changement : entrepreneuriat et initiatives locales » Paris, France, 1990. In Paul Prévost « Le développement local : contexte et définition », *cahiers de recherche IREC 01-03*, p 17-18.
- (15) Quintal M et Trudelle C. (2013) : « Maroc : les associations locales dans la vallée du ziz. Une nouvelle gouvernance territoriale », *économie rurale*
- (16) *Rapport sur le nouveau modèle de développement de la Commission spéciale sur le modèle de développement CSMD- Mai 2019 MAROC*